

Duquesne University

## Duquesne Scholarship Collection

---

I/D Information Documentation (French)

ID and Anima Una

---

3-1-1981

### 1981 Vol. 27: «Heureux ceux qui ont faim et soif de la Justice ...»

Equipe généralice

Follow this and additional works at: <https://dsc.duq.edu/id-fr>

---

#### Repository Citation

Equipe généralice. (1981). 1981 Vol. 27: «Heureux ceux qui ont faim et soif de la Justice ...». Retrieved from <https://dsc.duq.edu/id-fr/29>

This Article is brought to you for free and open access by the ID and Anima Una at Duquesne Scholarship Collection. It has been accepted for inclusion in I/D Information Documentation (French) by an authorized administrator of Duquesne Scholarship Collection.

## « Heureux ceux qui ont faim et soif de la Justice... »

### Témoignages spiritains

Volontairement, ce numéro ne sera pas comme les autres: quelques faits concrets d'engagement pour la justice en occuperont la plus grande partie. Le monde actuel est plus sensibilisé aux cas d'injustice que par le passé. Nombre de revues y consacrent des pages entières et, depuis quelques années, les chapitres généraux de diverses congrégations comportent de longs paragraphes sur la justice et la paix.

Nous aurions pu puiser dans le lourd catalogue des injustices au plan mondial, résumer les plus criantes, rappeler les prises de positions de l'Eglise. Ce serait faire double emploi; chacun peut et doit s'informer et se laisser interpeller par la radio, la télévision, les revues.

Il nous a semblé préférable de donner, ici, seulement quelques exemples concrets d'engagements spiritains et d'y réfléchir ensemble, comme Spiritains. Nous savons qu'il en est d'autres, mais l'on ne peut tout citer dans quatre pages. Nous avons préféré la diversité géographique et la variété des types d'engagements. On comprendra que, parfois, nous n'avons pu donner les précisions souhaitables concernant les intéressés. Leurs confidences et la continuation de leur travail déjà si délicat nous demandent ce respect.

### Extraits de lettres de missionnaires en Angola

«... Mon confrère est rentré de ses vacances (en famille). L'adieu fut pénible parce que son vieux père et sa sœur ont tout fait pour le garder là-bas. Ils ont refusé de lui dire adieu! C'était très dur pour lui... ».

«... Je te demande une prière particulière pour nos gens qui sont sur la route chaque jour et prennent des risques. Tu comprendras que cela attaque les nerfs (...) mais « Caritas Christi urget nos ». S'il te plaît, pas de publicité, mais beaucoup de prière... ».

«... Comme le disait un confrère: Si nous continuons et risquons notre vie chaque jour, ce n'est pas parce que l'on est plus malins ou meilleurs que les autres, mais parce que Dieu nous garde dans sa main... ».

«... Guerilla, politique, misères, partout où l'on regardait, cela donnait bien des tensions. On a beau être dur, on n'est pas de fer! (...). Pendant le congé, (mon pays natal) m'attirait. Après tout, un homme est fait pour vivre en paix et chercher ce qui est paisible, ce qui est beau, ce qui est bon. J'avais terriblement peur de retourner en Angola. Je voyais venir de façon irrévocable la guerilla. Mais les Sœurs étaient là; la mission continuait; les gens vivaient dans la difficulté; l'Eglise était jeune... Je n'avais pas le droit d'abandonner tout cela. Ce combat a gâté toutes mes vacances. Avec des jambes de plomb, je suis allé à l'aéroport et je suis parti! C'était bien comme je l'avais prévu; pire même!... Systématiquement, tous les villages, dans les environs, étaient attaqués et brûlés. Actuellement, 70% de notre région a été dépeuplée jusqu'à 4 km de la mission. (Notre

village) devenait une île. Autour de la mission, c'est plein de réfugiés... Tous les jours, nous pouvions nous attendre à une attaque... Il y a maintenant deux ans, les Sœurs sont parties (...) et je restais seul (...). Souvent, je vivais un conflit intérieur. L'un me disait: « Tu es fou de rester! ». Un autre: « Tu es courageux! ». Moi, je pensais tout simplement que je ne pouvais pas abandonner ces gens et la mission, car il y avait tellement de misère dans le peuple. Jour et nuit, ils étaient avec moi. J'essayais de leur donner à manger et à dormir, de leur donner des médicaments. Alors, pouvais-je partir? Et puis, le travail de l'Eglise continuait aussi. Le dimanche, la chapelle était comble. Il fallait baptiser, confesser... Dans les villages qui étaient encore debout, des activistes essayaient de faire peur aux catéchistes. Seuls quelques-uns avaient le courage de continuer. Alors, à qui laisser nos chrétiens encore si jeunes? Je ne pouvais pas partir. J'étais le seul Blanc de toute la région à rester encore là (...). Puis, internats et écoles de la mission ont été nationalisés. Deux semaines plus tard, c'était toute la maison. On me prenait tout, sauf ce que j'avais dans ma chambre à coucher. Tu peux t'imaginer ce que c'est! Le temps était mûr pour partir. Mais partir où? Dans (mon pays natal)? ou bien, après tout, dans un des villages où restait une chapelle avec quelques petites chambres attenantes? ... sans eau, sans toilettes, sans cuisine... J'ai chargé mes affaires, je les ai mises dans cette cabane. J'ai un lit, j'ai une armoire et je continue... Les gens viennent de nouveau ici... J'ai plus de cent enfants à la catéchèse... Si j'avais quelques bons catéchistes, je pourrais aller pour quelques mois

(au pays natal). Mais je crois qu'une fois là-bas, je n'aurais plus le courage de revenir ici. (...) J'aurais pu te parler de religion, de politique, de marxisme, de ce que ça signifie « être homme », du Christ qui se faisait homme, de nous tous, toi et moi, qui sommes des hommes brisés, et de tant d'autres choses vraies. Malgré tout, ces dernières années, j'ai médité énormément; pas dans l'église, c'est vrai! mais le soir, tard... L'espérance est une grande vertu...».

«... Nous devons continuer à ramer contre le courant et essayer de tenir le coup. Je suis convaincu que tôt ou tard nous devons nous prononcer clairement et prendre définitivement le côté des plus pauvres et des opprimés, Nous devons le faire. Peut-

être alors sera-t-il trop tard! On remet à demain; chaque fois on trouve une autre angoisse, une autre peur, pour ne pas parler clairement. Et la question devient de plus en plus difficile et compliquée... Qu'est-ce que la Congrégation veut faire après le Chapitre, avec son paragraphe sur Justice et Paix? Qu'est-ce que va faire notre propre Chapitre avec ses directives? On va bien parler, on va être bien d'accord que quelque chose doit être fait, et puis on n'aura pas le courage d'envisager les conséquences d'une protestation énergique. (...) Est-ce que la Congrégation a le courage de risquer son personnel? ... On a peur de s'exprimer et de dénoncer carrément... Notre Congrégation devra se prononcer sur cela pour être authentiquement missionnaire...».

## Aumônerie des Etudiants africains à Paris

(Extraits de PROVINCE ET MISSION, juin 1977, n° 38)

«... A longueur de journées, de mois, d'années, nous échangeons, à la communauté et chez eux, avec environ un millier d'étudiants (ils sont environ 15.000 dans la région parisienne et 30.000 en France), parachutés dans un monde si différent, totalement étrangers au niveau de la culture, voire hostiles sur le plan des contacts du vécu quotidien, aux prises avec mille difficultés, souvent inextricables... parce qu'ils sont des « gens de couleur » (logement, recherche d'un travail rémunérateur, formalités administratives, régularisation de papiers...)... Combien d'étudiants ne sont-ils pas astreints aux horaires des cours dans la journée, tout en devant faire face à un travail du soir ou de la nuit, ou vice versa?...

Dans un tel univers d'incertitude et d'injustice, l'on comprend aisément quelle infime importance, quelle minime place prend la démarche de foi de l'étudiant africain moyen.

Notre préoccupation majeure, c'est là qu'elle se situe. Nous tentons de répondre par une présence, un accueil, une solidarité, une action aussi. (...) Il nous paraît primordial de les aider à faire valoir leurs droits, de dénoncer le racisme qui existe dans les services administratifs, chez les logeurs et les employeurs... Nous affirmons notre solidarité avec leurs aspirations de justice, d'égalité, de respect vrai des cultures et de l'autre dans sa diversité et sa spécificité... A cet égard, leurs vives critiques, leurs interpellations trop souvent fondées, hélas! relativement à la carence dans l'accueil, dans leur désir d'échange avec nos communautés en France, nos missions en Afrique; nous les faisons nôtres. Combien de confrères en congé, d'évêques de passage en France viennent s'enquérir de la situation des étudiants qu'ils connaissent ou de notre action près d'eux? L'on ne peut s'empêcher de se montrer perplexe et de tirer le signal d'alarme lorsqu'il est évident que ces futurs cadres de la société africaine détermineront, de loin ou de près, l'avenir de l'Eglise et de la construction nationale en Afrique...

Plus de 85% d'étudiants avec qui nous sommes en relation ont pris une extrême distance, et c'est le moins que l'on puisse dire, par rapport à l'Eglise telle qu'ils l'ont connue en Afrique et telle qu'ils l'entrevoient en France. Ils ne pardonnent pas cette collusion en Afrique de l'Eglise avec le colonialisme

occidental et se montrent plus qu'indifférents à une modalité de présence de nos structures actuelles là-bas. Cela ne représente rien pour eux. En France, on ne respire, même dans nos églises et nos communautés, qu'indifférence, ségrégation, paternalisme conscient ou inconscient, récupération... Bien évidemment, ils ne peuvent que rejeter tout cela. Combien nous devons les comprendre! Il serait trop long d'évoquer certains moyens de diffusion missionnaire en France d'où ils sont totalement absents et dont la teneur les agace à juste titre. Un étudiant du Sénégal, parmi d'autres, disait: «Je suis allé trois fois à l'église, personne ne m'a reçu en homme».

L'Eglise, c'est nous, nos communautés, nos missions. Que faisons-nous pour en donner une autre image? Le plus grand malheur est que nombre d'anciens militants d'action catholique, d'anciens séminaristes nous interpellent quotidiennement ainsi et récusent avec force une telle contre-vérité. La qualité de ces « détracteurs » ne peut nous laisser indifférents... Cela ne tient pas du roman, c'est la projection d'un échange quotidien.

Concrètement, dans notre sphère d'action, à l'instigation d'un groupe d'étudiants, nous avons tenu plusieurs réunions comportant un partage de foi, d'évangile, d'eucharistie, environ deux fois par trimestre...

A titre de conclusion, nous nous permettons de poser une triple question extrêmement grave:

1) Au niveau des congrégations missionnaires, et donc de la nôtre, quel est le bilan de notre action, de notre démarche auprès du monde migrant en France?

2) La Congrégation, normalement partie prenante de ces problèmes, a-t-elle un projet précis relativement aux immigrés d'Afrique noire en France, travailleurs et étudiants?

3) Il est un fait indiscutable: l'Eglise en Afrique, nos missionnaires, nos évêques, comme en France d'ailleurs, manifestent une certaine peur des étudiants, une méfiance vis-à-vis de l'étudiant qui met en cause la structure, les méthodes passées et actuelles, qui n'accepte plus les schémas. Quelle en est la raison? Pourquoi ne pas aller plus loin dans l'analyse? Ne serait-ce pas un constat de carence ou d'échec?...».

Jean GUILLOUX, CSSp.

## Le « Journal d'Itamarati »

Itamarati est un petit village sur le fleuve Jurua, en Amazonie (Brésil). Dans l'immense secteur de 1.000 km. de fleuve, desservi par Itamarati, une population de quelque 10.000 habitants, essentiel-

lement métis d'indiens et d'anciens colons, vit de la récolte du caoutchouc, au bord de rivières.

Le P. BURMANJE, Spiritain hollandais (qui vient de périr noyé, il y a quelques semaines), avait com-

mencé, en juin 1977, la publication d'un journal local mensuel, le « Journal d'Itamarati », orienté vers la formation de communautés, vers la pastorale et la conscientisation de ces populations isolées, menacées par les maladies et opprimées par les grands commerçants du caoutchouc. Ce journal veut favoriser l'union de tous. Il donne donc des nouvelles locales, telles que naissances, décès, maladies et fréquentation scolaire. Mais au-delà, il ouvre sur la politique du Brésil, répond à des questions de santé ou d'hygiène, cherche la signification des proverbes locaux, toutes choses qui sont au cœur de l'existence modeste de ces gens simples.

Le journal insiste beaucoup sur la religiosité populaire. Celle-ci occupe une place importante dans la recherche d'une pastorale propre à toute l'Amérique Latine. Pour parvenir à une véritable évangélisation et à une solide implantation de la foi, il importe de souligner les éléments précieux de cette religiosité populaire et d'en guérir les défauts qui l'ont pénétrée.

Un des grands axes du journal est aussi de faire prendre conscience de leurs possibilités à ces populations devenues passives par l'oppression depuis des siècles. Un sentiment d'impuissance totale a tué en elles toute initiative. L'Évangile leur est présenté comme un message libérateur, mais aussi comme un appel à s'engager elles-mêmes. Dès son premier numéro, le journal a cité la Conférence des Evêques d'Amazonie, préoccupée par la situation angoissante

des Indiens et par les injustices dans les confiscations de terres. Face à de telles injustices, le journal n'hésite pas à entrer dans le concret, donnant questions et réponses, simples et sûres:

– *Celui qui achète la terre a-t-il le droit d'expulser les paysans qui l'habitent?*

Réponse: Jamais.

– *Le paysan brésilien a-t-il droit à un petit terrain dans l'immense Brésil?*

Réponse: Il en a le droit, garanti par la Constitution.

– *Si le maire, le chef de police ou le juge soutiennent un injuste possesseur, doit-on leur obéir?*

Réponse: Non. Il faut s'adresser à l'I.N.C.R.A. (Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire).

– *Que faire pour garantir son droit sur un terrain?*

Réponse: La meilleure garantie de son droit, c'est de ne pas quitter le terrain, même si l'on proposait le départ moyennant indemnisation.

Ainsi, le « Journal d'Itamarati » ne laisse planer aucun doute sur les options prises par l'Eglise. Il s'agit de faire prendre conscience à ces populations qu'elles ont des droits et qu'elles doivent les défendre; il s'agit en même temps d'aider les puissants du pays à comprendre qu'exploitation et oppression sont incompatibles avec la conscience chrétienne. Travail modeste, mais courageux et adapté: le n° 41, de janvier 1981, qui vient de nous parvenir, précise que le tirage n'est que de ... 70 exemplaires.

## Manifestation en faveur des droits des migrants

C'était en 1979, pendant le Conseil Provincial Elargi de la Province de France. Le 26 juin, le Sénat français devait débattre d'un projet de loi gouvernemental, projet qui menaçait gravement les droits des travailleurs immigrés. Le Conseil Provincial Elargi, réuni à Chevilly, a décidé d'interrompre ses travaux, l'après-midi du 25 juin, pour permettre à ceux des 36 participants qui le désiraient de se joindre à une « marche silencieuse » à Paris. Cette manifesta-

tion, organisée par le *Service Interdiocésain des Travailleurs Immigrés* et par le *Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples*, regroupait une trentaine d'autres organisations, d'inspiration chrétienne pour la plupart.

De nombreux membres du Conseil Provincial Elargi de France ont effectivement pris part à cette marche silencieuse. Le lendemain, le Sénat repoussait le projet de loi.

## Réfugiés d'Haïti

La communauté de Brooklyn/New-York comprend trois Spiritains (un Haïtien et deux Français, anciens d'Haïti) et un prêtre séculier haïtien. En 1971, la communauté s'est mise au service des quelque 40.000 Haïtiens réfugiés à New-York. Après les avoir aidés dans divers ministères paroissiaux, la communauté a obtenu une résidence, semblable aux autres maisons du quartier, pour accueillir et pour répondre aux innombrables besoins. Maison ouverte jour et nuit, où chacun peut trouver une oreille attentive (premier accueil, démarches près des autorités, problèmes juridiques, alphabétisation, cours d'anglais, besoins vitaux immédiats...). Ils ont aménagé en centre d'accueil l'étage inférieur de la maison grâce à l'aide des quatre Provinces spiritaines d'Amérique et du Canada qui apportent à la communauté, outre un appui financier, leur influence près de certaines autorités. Face à un océan de misère à peine imaginable, ce petit groupe est constamment « mangé ». Seule la solidarité renforce leur espérance.

Outre ce travail, ils ont pris à cœur une recherche pastorale (traduction de textes liturgiques et de chants en créole, ce qui est parfois cause de friction avec l'Eglise locale qui souhaiterait une plus grande intégration dans les paroisses, alors que la seule chance d'expression et de survie d'un groupe difficilement intégrable est de maintenir sa réalité culturelle). Ces textes et ces chants sont jugés si satisfaisants qu'on les demande même en Haïti!

Certes, une telle action a son côté politique. Il ne peut en être autrement pour aider des gens repoussés de partout et sans droit à la vie. Le conflit est inévitable avec les autorités civiles et même avec des confrères dans le sacerdoce qui voient les choses d'une autre manière, souhaitant un ministère « pur », sans ambiguïté d'aucune sorte. Il en va de même vis-à-vis du régime d'Haïti, car défendre des réfugiés en asile politique entraîne de soi à une attitude politique.

## Lettre ouverte au Premier Ministre des Bahamas

Le 14 janvier 1981,  
A l'Honorable Lyndon O. Pindling, Premier Ministre, ...  
Nassau, Bahamas.

Monsieur le Premier Ministre,

Nous sommes les Supérieurs Majeurs de la Congrégation du Saint-Esprit dans la région de l'Amé-

rique du Nord et des Caraïbes, réunis pour notre assemblée annuelle à Puerto Rico.

Au cours de nos travaux, nous avons examiné la situation des réfugiés haïtiens dans les différents

pays où nous sommes présents. Nous nous reconnaissons une responsabilité spéciale à leur endroit, étant donné que la Congrégation du Saint-Esprit est au service du peuple haïtien depuis le milieu du siècle dernier et que, aujourd'hui encore, plusieurs de nos confrères haïtiens consacrent toute leur vie à leurs compatriotes.

Nous avons appris que votre gouvernement, Monsieur le Premier Ministre, a fixé le 18 janvier 1981 comme date limite après laquelle tous les Haïtiens vivant aux Bahamas seront passibles d'expulsion immédiate.

Votre gouvernement s'est acquis une réputation internationale de souci de la justice et du respect des droits des personnes; il a montré son désir d'entretenir de bons rapports avec les autres pays.

C'est vrai, l'afflux d'Haïtiens n'a pas été sans poser de sérieux problèmes à votre jeune nation; le problème du chômage, en particulier, a certainement été aggravé par l'arrivée inopinée d'un nombre aussi important d'immigrants. Nous savons donc que vous n'avez pas pris à la légère la décision à laquelle vous êtes arrivé. Nous restons convaincus cependant qu'une solution plus humaine pourrait être trouvée. Comme beaucoup d'autres, nous avons été indignés par les événements de Cayo Lobos. De plus, les mesures récentes prises par le gouvernement haïtien montrent clairement que les réfugiés qui sont forcés de retourner dans leur pays se trouvent exposés à des dangers certains. Plusieurs d'entre nous connaissent par expérience les profonds sentiments

religieux du peuple békémien dont une partie importante – et vous en êtes, Monsieur le Premier Ministre – se réclame d'obéissance chrétienne. Aussi, c'est au nom de Dieu, de notre commune tradition chrétienne de compassion pour les pauvres et de respect pour la dignité de tout être humain, que nous vous demandons instamment d'annuler votre décret ou, tout au moins, de surseoir à son exécution. Cette mesure donnerait aux organismes internationaux le temps d'obtenir, dans d'autres pays, un refuge pour ces infortunés.

Nous vous adressons cet appel, Monsieur le Premier Ministre, poussés uniquement par l'intérêt que nous portons à ces frères humains en détresse et le sentiment spécial de solidarité qui nous attache au peuple haïtien.

*Maurice BARBOTIN (Sup. spiritain) Guadeloupe.  
Charles CONNORS (Sup. spiritain) Puerto Rico.  
Silvio d'OSTILIO (Prov. spiritain) U.S.A./West.  
Jean-Guy GAGNON (Prov. spiritain) Canada.  
William HEADLEY (Prov. spiritain) U.S.A./East.  
Georges BOUVIER (Spiritain) Guyane Française.  
Michel de VERTEUIL (Prov. spiritain) Trinidad.  
Michael DOYLE (Prov. spiritain) Trans Canada.  
Gaston GAUTHIER (Sup. spiritain) Martinique.  
Antoine ADRIEN (Sup. spiritain) New York.  
Antoine MERCIER (Spiritain) Montréal.  
Michael SCOTT (Spiritain) Toronto.  
Enda WATTERS (Prov. spiritain) Irlande.  
Norman BEVAN (Ass. Gén. spiritain) Rome.  
Christopher PROMIS (Sup. spiritain) Tanzanie.  
Bruno TRACHTLER (Ass. Gén. spiritain) Rome.*

## Et nous ?

Soyons nets: il ne s'agit pas d'autosatisfaction spiritaine!

Par-delà le témoignage saisissant de tel confrère isolé ou la prise de position d'une assemblée de responsables, l'engagement réel de tout Spiritain est un devoir, non le privilège d'une élite. Il serait trop facile de se donner bonne conscience du seul fait que quelques-uns d'entre nous vivent dans des conditions dangereuses.

Tous, bien sûr, ne peuvent entreprendre les mêmes choses; et là n'est pas l'unité spiritaine. Mais acceptons d'être provoqués par ces engagements. Nous risquons de nous endormir, d'endormir en nous l'angoisse qui étreignait un Poullart des Places et un Libermann. Trop longtemps, peut-être, on a donné des « avertissements » sur ce qu'il fallait « éviter », plutôt que d'encourager et de suggérer des actions à entreprendre.

● **Nous ne pouvons rester indifférents** face aux situations criantes que nous apprenons. Nos confrères engagés doivent être connus et reconnus. Ils ne sont pas des marginaux ayant une vocation spéciale. Nous devons les soutenir, et cela peut nous conduire très loin, plus loin que nous n'aurions pensé d'abord.

● **Il nous faut aussi prendre la misère humaine dans toutes ses dimensions:** sociologique, politique, économique, culturelle (et l'on ne peut se passer de telles analyses), mais aussi spirituelle. L'athéisme n'est-il pas une des formes très actuelle de la pauvreté? Le péché, individuel et social, est au cœur des structures qui refusent à 20 millions de personnes le droit d'avoir une patrie, qui condamnent à la faim et à la guerre 200 millions d'êtres humains. Faute d'intervenir, faute de dénoncer, ne serions-nous pas complices? Il faut ouvrir les yeux, mais aussi la bouche, et crier.

● **Nous ne sommes pas seuls dans l'effort à entreprendre.** Les textes capitulaires des autres instituts abordent, eux aussi, les exigences de la Justice aujourd'hui. Eux aussi le font dans un langage nouveau, inconnu jusqu'à une époque récente. Telle congrégation a décidé que l'animation porterait, pendant toute une année, exclusivement sur ce sujet; telle autre, que la priorité absolue serait donnée aux pauvres dans n'importe quelle situation. Ensemble nous pouvons et devons collaborer.

C'est à un dépassement que nous sommes appelés: dépassement de nos habitudes, de nos prudences humaines, de nos individualismes installés...

**Notre style de vie**, au Généralat comme dans la plus petite mission, est-il l'expression de l'Evangile face aux opprimés? On n'est pas pauvre seulement parce qu'on le décide; on n'est pas pauvre une fois pour toutes.

**Notre vie spirituelle** est-elle en cohérence avec celle de nos Fondateurs? L'amour de Libermann pour les esclaves libérés est-il le nôtre face aux esclavages actuels des travailleurs exploités, des chômeurs, des migrants, des proscrits, des affamés...?

Il n'est pas dans les intentions ni dans les possibilités de l'Equipe Générale de décréter des normes applicables par tout Spiritain concernant la justice et la paix. Les situations sont différentes. Acceptons du moins de nous interpeller mutuellement. C'est à chaque circonscription de formuler sa politique dans le contexte qui est le sien. C'est à chaque Spiritain de stimuler sa Province, son District, sa Communauté dans ce domaine; et il le fera s'il a, lui aussi, « faim et soif de la Justice ».

L'EQUIPE GENERALE